Conclusions 2019 du département du Travail des États-Unis

sur les pires formes de travail des enfants

République centrafricaine

En 2019, la République centrafricaine a réalisé des progrès modérés sur la voie de l'élimination des pires formes de travail des enfants. Dans le cadre d'un accord de paix signé en 2019, le gouvernement et des groupes armés non étatiques se sont engagés à mettre fin et à prévenir les sévices graves commis sur des enfants, notamment le recrutement d'enfants soldats. Plusieurs parties ont signé des plans d'action pour mettre en œuvre ces engagements, et 1 150 enfants ont ainsi été démobilisés au cours de la période visée par le présent rapport. L'Assemblée nationale a également adopté un nouveau Code de protection de l'enfant, et le gouvernement a mis en place le Comité national interministériel de la lutte contre la traite des personnes. Toutefois, en République centrafricaine, des mineurs sont impliqués dans les pires formes de travail des enfants, notamment dans les conflits armés au sein de groupes armés non étatiques et dans l'extraction des diamants, parfois des suites de la traite des personnes. Par ailleurs, la République centrafricaine ne répond pas à la norme internationale de protection associée à l'âge minimum d'admission à l'emploi, puisque le pays ne couvre pas les enfants qui travaillent dans le secteur informel. Selon les estimations, 1,3 million d'enfants n'avaient pas accès à l'éducation du fait de l'instabilité continue, et l'insuffisance des ressources a empêché la mise en œuvre par le gouvernement des politiques et des programmes de lutte contre le travail des enfants.

Au vu de ces conclusions, les mesures suivantes qui permettraient de progresser sur la voie de l'élimination du travail des enfants en République centrafricaine sont proposées :

Tableau 11. Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Cadre juridique	Veiller à ce que la législation fixant l'âge de fin de scolarité obligatoire soit rendue publique.	2019
	Veiller à ce que tous les enfants soient protégés par la loi, y compris ceux qui travaillent en dehors de relations de travail officielles.	2017 – 2019
	Déterminer les types de travaux dangereux interdits aux enfants en consultation avec des organisations d'employeurs et de travailleurs et veiller à ce que les types de travaux dangereux interdits aux enfants soient définis de façon exhaustive.	2013 – 2019
	Publier la source juridique fixant l'âge minimum du service militaire volontaire.	2015 – 2019
	Relever l'âge minimum d'admission à l'emploi pour qu'il corresponde à l'âge de fin de scolarité obligatoire.	2018 – 2019

Tableau 11. Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Application	Faire rapport sur le niveau de financement de l'Inspection du travail, le type de formation dispensée aux enquêteurs, et les données sur les activités répressives aux niveaux national et régional, y compris le nombre d'inspections menées sur les lieux de travail, d'infractions constatées, de sanctions imposées, d'amendes perçues, de poursuites lancées et de condamnations obtenues.	2014 – 2019
	Veiller à ce que les organismes de répression se voient allouer assez de personnel, de moyens, de fonds et de cours de formation pour faire respecter la législation relative au travail des enfants, y compris sous ses pires formes, et dispenser des services aux victimes dans tout le pays.	2009 – 2019
	Lancer des inspections ciblées et inopinées en fonction des données de prévalence disponibles sur le travail des enfants, et élargir la portée des inspections pour couvrir également le secteur informel.	2018 – 2019
	Veiller à ce que le mécanisme de signalement relatif au travail des enfants et aux réponses en la matière fonctionne comme le prévoit son mandat, conformément à la Convention 182 de l'OIT.	2018 – 2019
	Veiller à ce que les bureaux régionaux de l'Inspection du travail soient sous la supervision et le contrôle d'une autorité centrale et que les inspecteurs régionaux puissent mener des inspections hors de Bangui, où se produisent de nombreuses opérations minières.	2018 – 2019
	Veiller à ce que les tribunaux et les services de sécurité disposent d'un financement suffisant, et les forces de sécurité d'une formation suffisante, que les particuliers puissent signaler des infractions et avoir accès aux procédures judiciaires officielles dans l'ensemble du pays, et que les affaires de traite signalées à la ligne d'assistance téléphonique sur la traite des personnes ouverte 24h/24 soient toutes consignées.	2016 – 2019
	Veiller à ce que des enfants ne soient pas victimes de violences lors des enquêtes judiciaires au pénal, qu'ils ne soient pas retenus dans des centres de détention avec des adultes et qu'ils aient accès à des prestataires de services sociaux et à l'aide humanitaire lorsqu'ils sont retirés de groupes armés.	2016 – 2019
	Veiller à ce que les mécanismes d'orientation des enfants découverts en situation d'assujettissement au travail des enfants soient bien financés et pleinement opérationnels.	2019

Tableau 11. Propositions de mesures publiques en vue d'éliminer le travail des enfants

Domaine	Mesure proposée	Année(s) où elle a été proposée
Coordination	Mettre en place des mécanismes de coordination visant à lutter contre toutes les formes de travail des enfants.	2019
Politiques gouvernementales	Adopter une politique qui s'attaque à toutes les pires formes pertinentes de travail des enfants.	2014 – 2019
	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans la Stratégie nationale pour le secteur de l'éducation.	2009 – 2019
	Intégrer des stratégies d'élimination et de prévention du travail des enfants dans la Stratégie nationale pour le secteur de l'éducation.	2009 – 2019
Programmes sociaux	Veiller à ce que le financement et la mise en œuvre des programmes sociaux qui s'attaquent aux pires formes de travail des enfants se fassent conformément à leurs mandats.	2018 – 2019
	Améliorer l'accès à l'éducation pour tous les enfants, y compris dans les zones rurales, qu'ils soient ou non déplacés à l'intérieur de leur pays et quelle que soit leur appartenance religieuse, en éliminant les frais liés à la scolarité, en prenant davantage de mesures pour que tous les enfants aient un acte de naissance, en veillant à ce que les minorités ethniques et religieuses ne se voient pas refuser l'accès à l'éducation, en prévoyant un nombre adéquat d'enseignants et de salles de classe dans tout le pays et en veillant à ce que les écoles soient des espaces sécurisés et hors d'atteinte des groupes armés.	2009 – 2019
	Développer les programmes qui viennent en aide aux anciens enfants soldats et aux enfants associés aux groupes armés, et améliorer la coordination entre les acteurs pertinents.	2013 – 2019
	Allouer des ressources suffisantes et mettre en œuvre des programmes pour s'attaquer aux pires formes de travail des enfants dans l'ensemble du pays.	2009 – 2019